

## FRANCE

## L'exécutif fait le choix de vivre avec Omicron

Contraint de s'adapter à ce variant, le gouvernement est critiqué, notamment sur sa communication

Moins de cent jours séparent désormais Emmanuel Macron du scrutin présidentiel où il devrait jouer sa réélection à la tête du pays. Pourtant, jamais l'élection n'a paru aussi loin des préoccupations des Français, obnubilés par la cinquième vague du Covid-19 entamée avec le variant Delta puis amplifiée par la « lame de fond » Omicron. En ce début janvier, le président de la République n'a donc d'autre choix que de masquer ses ambitions politiques pour se consacrer pleinement à la gestion d'une crise face à des oppositions de plus en plus critiques. Mais déjà le calendrier de l'exécutif déraile. Dans la nuit de lundi à mardi, l'examen du projet de loi visant à transformer le passe sanitaire en passe vaccinal censé dopper la vaccination anti-Covid a été retardé par les débats autour des multiples amendements.

Il y a pourtant urgence. Lundi 3 janvier, une « cellule de suivi » a été créée à Matignon pour suivre au plus près les conséquences de cette cinquième vague. Autour du premier ministre, Jean Castex, une dizaine de ministres étaient réunis, dont Bruno Le Maire (économie), Jean-Michel Blanquer (éducation nationale), Jean-Baptiste Djebbari (transports) ou Florence Parly (armées). Olivier Véran (santé), occupé à l'Assemblée nationale pour défendre le passe vaccinal, a été représenté par son directeur de cabinet, tout comme Gérard Darmanin (intérieur) en déplacement à l'étranger. L'enjeu du dispositif : montrer que l'exécutif est à la manœuvre pour permettre au pays de « continuer à tourner », malgré des niveaux de contaminations qui explosent tous les records.

Avec plus de 200 000 cas quotidiens de Covid-19, il s'agit de veiller à ce qu'aucun service public stratégique ne soit menacé de paralysie du fait de l'absentéisme lié au virus. En cas de tension, l'exécutif entend adopter au plus vite les actions correctrices nécessaires (recrutements, appel au recours de personnel retraité, etc.). Après l'annonce de l'évolution des règles d'isolement pour permettre aux cas contacts et aux personnes contaminées et vaccinées, employées de secteurs stratégiques, de reprendre plus rapidement le travail, cette réunion qui sera suivie d'une autre, sur le même format, jeudi 6 janvier, et devrait devenir hebdomadaire, confirme le choix de l'exécutif : vivre avec Omicron, quitte à le laisser se propager. « Il faut faire en sorte de continuer à vivre, malgré le virus », atteste Thomas Mesnier député La République en marche (LRM) de la Charente.

#### La vaccination, carte maitresse

Si la contagiosité d'Omicron affole, sa moindre virulence laisse penser qu'une telle option est devenue possible. Mais ce choix pleinement assumé au sommet de l'Etat est aussi guidé par une ligne directrice : dans une France épuisée par près de deux ans de pandémie, l'exécutif est déterminé à éviter toutes mesures restrictives « à l'ancienne », notamment les fermetures d'école, les couvre-feux et, surtout, le confinement. « Il y a un an, Emmanuel Macron avait fait le choix politique de refuser le confinement contre l'avis de scientifiques. Confiner aujourd'hui ce serait prendre le risque de laisser dire que c'était une erreur. A quelques mois de l'élection présidentielle, il ne peut se le

permettre », observe le politologue Bruno Cautrès, chercheur au CNRS et membre du Cevipof.

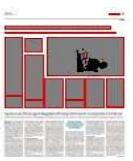
La progression de la vaccination et des rappels nécessaires qui, selon les données, protègent des formes graves du virus, reste la carte maîtresse de cette stratégie. Aussi le gouvernement misait-il sur le passe vaccinal, censé remplacer mi-janvier le passe sanitaire, pour convaincre les derniers récalcitrants à se faire vacciner, à moins de se priver de l'accès aux théâtres, bars et restaurants. L'examen de ce projet de loi, stoppé dans la nuit de lundi à mardi, après un vote à main levée où les macronistes se sont retrouvés en minorité, contredit donc les plans du gouvernement. « On a vu hier soir une forme d'"amicale de l'irresponsabilité" » rassemblant les députés du Rassemblement national, des Républicains (LR) et de La France insoumise (LFI) qui ont « essayé de faire dérailler le calendrier », a accusé, mardi 4 janvier, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal sur France Inter.

Il reste qu'avec ou sans passe vaccinal, la ligne consistant à « vivre avec le virus » qui inquiète une partie des épidémiologistes, oblige à un suivi continu, au jour le jour et presque heure par heure, des effets de la cinquième vague sur l'état des hôpitaux. Une gestion « agile » et « pragmatique », selon l'exécutif qui fait dire à Valérie Pécresse, candidate à la présidentielle pour le parti Les Républicains (LR), que le gouvernement « navigue à vue ».

#### « C'est le grand cafouillage »

L'opposante d'Emmanuel Macron reproche notamment le manque d'anticipation du gouvernement au sujet de l'école. A l'en croire, dé-





caler d'une semaine la rentrée des classes aurait permis « d'aplanir » la courbe des contaminations, particulièrement haute chez les jeunes, a-t-elle affirmé lundi sur RTL. L'annonce, dimanche 2 janvier, du nouveau protocole sanitaire à l'école quelques heures seulement avant la rentrée scolaire par le ministre de l'éducation, a également fait bondir une partie de l'opposition. « Les décisions c'est hier pour aujourd'hui, ce n'est pas normal. Le gouvernement est à la traîne. Bien sûr qu'il faut s'adapter mais là c'est le grand cafouillage », juge Bruno Retailleau, sénateur (LR) de Vendée.

« Naviguer à vue ? Oui c'est ce qu'on fait quand il y a une tempête », répond un conseiller de l'exécutif rappelant la vélocité « fulgurante » d'Omicron qui déstabilise toute l'Europe. Quant au ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, très critiqué pour avoir annoncé seulement dimanche après-midi les mesures concernant l'école, il a justifié lundi matin sur LCI son annonce tardive auprès du grand public et du personnel ensei-

gnant comme la seule façon d'« être au plus près de la réalité ». « Je reconnais que c'est tard et je suis le premier à le regretter. Mais le processus ne pouvait pas être autrement », a-t-il assuré.

Jusqu'ici les données venues d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni où le variant Omicron a frappé avec un temps d'avance sur la France pourraient conforter les choix du gouvernement. En dépit d'une courbe des contaminations exponentielle, les entrées de patients en réanimation du fait du Covid-19 semblent encore sous contrôle. Mais pour combien de temps ? Et quand bien même l'hôpital tiendrait, une fois de plus, il semble inévitable que l'avenir du système de santé, dont les failles ont été mises au jour par la pandémie, fasse partie des débats de la présidentielle. ■

CLAIRE GATINOIS

## « ON A VU LUNDI SOIR UNE FORME D'«AMICALE DE L'IRRESPONSABILITÉ» [QUI A] ESSAYÉ DE FAIRE DÉRAILLER LE CALENDRIER »

GABRIEL ATTAL  
porte-parole du gouvernement





**Jean Castex, à Paris,  
le 27 décembre 2021.**  
JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

